



Contrôle fiscal à la DGFIP, de mission soi-disant sanctuarisée à :

VARIABLE D'AJUSTEMENT.

L'utilisation de la COVID entre les mains du gouvernement se révèle être une puissante accélératrice de régressions sociales avec son lot de réformes néo-libérales dévastatrices telles celles de l'assurance chômage qui verra les allocations de 1,2 millions de chômeurs diminuer de 20% ou de la fonction publique avec la casse du statut, la DGFIP avec ses milliers de suppressions d'emplois étant en première ligne sur ce terrain.

Ainsi, il y a peu de temps encore la mission « Contrôle fiscal » de la DGFIP était soi-disant sanctuarisée avec beaucoup d'emphase comme un socle essentiel de la démocratie.

Désormais la mission « contrôle » est ralentie et va devoir soutenir les services en difficulté.

Partout en France et désormais dans les Hautes-Pyrénées des agents sont transférés, une partie du temps, sur le renfort aux équipes chargées du Fonds de Solidarité.

Dans notre département, ils sont déjà prévenus qu'ils aideront aussi le SIP pendant la campagne IR.

Ainsi le SIP sera au moins aidé par la BDV, l'ICE et le PCRFP pendant qu'une partie de ses effectifs de même que des collègues des équipes de renfort iront assurer des permanences dans ces vitrines du Nouveau Réseau de Proximité : les Etablissements France Service du département,

Les agents du contrôle participent et participeront à la campagne, non pas pour répondre à une demande de leurs cadres supérieurs voire autoproclamés très supérieurs, mais bien pour venir en aide à leurs collègues aux conditions de travail dégradées et parce qu'ils connaissent les tensions existantes en matière de charge de travail.

Par conséquent, les agents seront particulièrement attentifs à être positionnés en tant que soutien ou renfort des services en difficulté pendant des périodes de forte tension.

Et au final, les agents de la mission « contrôle » ont le sentiment d'être une deuxième équipe de renfort.

Encore une fois, les agents paient une situation qu'ils dénoncent et combattent depuis longtemps : la doctrine des suppressions d'emplois publics.

Encore une fois, les agents paient l'inconséquence et l'aveuglement de décisions politiques mortifères.

Ce sont eux qui maintiennent DEBOUT la maison DGFIP attaquée de toutes parts et toujours plus violemment (destruction du réseau, mise à bas des droits et garanties, disparition des instances représentatives, plus grande souplesse accordée aux directeurs locaux, recrutements hors concours) .

Ce sont bien eux qui ont le sens du service public et en sont des fidèles serviteurs.

De façon plus globale, nous rappellerons que les outils pour le démantèlement du contrôle fiscal étaient mis en place par le pouvoir libéral Macronien (Loi ESSOC, Droit à l'erreur, contrôles plus ciblés, MRV, désormais Examen de Conformité Fiscale).

Pourtant cette mission a toujours sa légitimité puisque l'enrichissement des plus riches pendant la crise COVID, l'évasion fiscale, les montages financiers vers le Luxembourg pour assécher les bases fiscales, le versement de fonds de solidarité durant des mois avec des contrôles très sommaires sont des sujets très actuels.



A ce rythme c'est à se demander si un projet avec une case à cocher « *je suis de bonne foi* » exonérera les contribuables de contrôle ou, si pour qu'un contrôle fiscal soit déclenché, il faudra démontrer du bureau que la mauvaise foi est avérée.

Il faut bien que des gens paient les largesses du gouvernement, « en même temps » il faut rappeler que les bénéficiaires d'aides sociales doivent justifier de façon systématique les raisons qui les conduisent à solliciter ces aides, que la réforme des APL fait sortir de ces aides des milliers de jeunes actifs, que la réforme de l'assurance chômage va durcir très fortement les conditions d'attribution des allocations chômage, que la réforme des retraites n'est que suspendue.

Pour le gouvernement, fidèle aux intérêts qu'il défend, les fossoyeurs des deniers publics sont tous désignés : bien sur, les plus faibles, éternellement présentés comme les assistés de la république alors que l'ISF a été supprimé, l'imposition sur le capital plafonné (flat-tax) et que le CICE converti en exonération de cotisations sociales pérenne est déversé sans contrepartie à hauteur de plus de 20 milliards d'euros par an aux entreprises (les plus gros bénéficiaires étant les transnationales.)



Attaquer le contrôle fiscal, c'est s'en prendre à un pilier de la DGFIP, fragiliser un maillon important de l'acceptation de l'impôt, et menacer un fondement de la cohésion sociale et de la démocratie.